

Turquie : appel à délation et règlements de compte contre les partisans de Gülen vivant à l'étranger

écrit par Laveritetriomphera | 30 août 2016



Suite au coup d'état, les règlements de compte entre Turcs risquent de continuer. Ô douceur de l'islam, religion de paix, d'amour et de tolérance...

Les foudres d'Erdogan s'abattent aussi sur les sympathisants de Gülen en Suisse

Depuis le putsch manqué, les disciples du mouvement de l'imam turc Fethullah Gülen en Suisse témoignent d'un climat de haine et de harcèlement. La campagne qui les vise est relayée par les antennes d'Ankara

Pour de nombreux Turcs, l'été est synonyme de visite au pays. Deniz*, lui, a renoncé cette année à se rendre en Turquie, de peur de ne plus pouvoir en ressortir. Désormais, ce Zurichois redoute que le retour de vacances de ses compatriotes ne s'accompagne d'une nouvelle vague de haine contre les sympathisants de l'imam turc Fethullah Gülen, dont il fait partie.

Depuis le putsch raté du 15 juillet dernier en Turquie, le gouvernement mène une vaste purge touchant tous les domaines de la société, de l'appareil d'Etat à l'armée, en passant par les tribunaux, l'enseignement ou les médias: à ce jour, près de 80 000 personnes ont été destituées de leurs fonctions. Les foudres d'Ankara visent en particulier les adeptes du mouvement de Fethullah Gülen. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a désigné ce prédicateur de 75 ans, exilé depuis 1999 aux

Etats-Unis, comme l'instigateur de la tentative de renversement. Ses disciples sont considérés comme des terroristes et des traîtres à la nation, un message diffusé quotidiennement par les médias turcs.

«Signalez tous ceux que vous connaissez»

La diaspora en Suisse vit, à son échelle, les échos de cette guerre fratricide. Un réseau pro-Erdogan organisé, actif sur internet, relaye ici la campagne d'intimidation du gouvernement turc. Deniz montre les captures d'écran de messages publiés sur Facebook par des compatriotes: **«Ceux qui ne veulent pas dénoncer les adeptes de Gülen sont des traîtres. Signalez tous ceux que vous connaissez, et on leur organisera un comité de bienvenue»**, écrit une jeune femme turque habitant à Zurich. Au bas de son message, elle partage une communication officielle de la police turque renvoyant à une liste d'adresses e-mail du gouvernement à Ankara, auquel les noms des «ennemis» peuvent être dénoncés. Deniz est inquiet: **«Je vois monter une forme de radicalisation parmi les Turcs de Suisse, jusque dans les cercles de simples citoyens. L'atmosphère est extrêmement lourde. Les sympathisants de Gülen sont associés à un cancer à éradiquer»**.

Lire aussi: [Après le putsch manqué, l'heure du «nettoyage» a sonné](#)

Parmi les relais pro-Erdogan en Suisse, une personne clé: Murat Sahin, président de la filiale suisse de l'Union des Européens Turcs Démocrates (UETD), une organisation fondée à Cologne, qui passe pour le lobby de l'AKP en Europe. **Créée en 2012, son antenne helvétique se donne pour mission de favoriser «l'intégration des Turcs en Suisse» et «la tolérance entre les différents groupes de la société»**. Au lendemain du putsch raté pourtant, Murat Sahin exhortait sur Facebook ses compatriotes à «combattre ses ennemis» en Suisse et dans toute l'Europe: **«Nous les sortirons de leurs tanières et nous les jetterons dehors»**, écrit-il.

L'Union des Européens Turcs Démocrates

Murat Sahin, installé à Bâle-campagne, où il exploite une boucherie halal, entretient des liens étroits avec l'entourage de Recep Tayyip Erdogan. Sur une photo publiée par la «Sonntagszeitung», on le voit à un repas en compagnie du premier ministre turc, Binali Yildirim, dans un restaurant à Aarburg (Argovie). Metin Külünk, surnommé «le grand frère d'Europe», se rend lui aussi régulièrement en visite en Suisse, à l'invitation de l'UETD: «il est chargé de faire le lien entre Ankara et les Turcs en Europe, explique Deniz. Depuis que la diaspora, qui équivaut

à une grande ville de Turquie, peut voter, mobiliser pour l'AKP en Europe est devenu un enjeu électoral». La propagande des pro-Erdogan a pris ces derniers mois une nouvelle dimension, autour d'un but commun: démanteler le vaste réseau international constitué par les disciples de Fethullah Gülen.

Nous recevions des dizaines de lettres de résiliation, toutes accompagnées du même discours.

Le journal güleniste Zaman figure parmi leurs cibles. En Turquie, celui qui fut le plus grand quotidien du pays, avec un tirage de 1 million d'exemplaires, s'est vu placé sous tutelle en mars de cette année, avant d'être fermé par décret, un mois après le putsch manqué. A Zurich, son antenne créée en 2009 en ressent les répercussions: en mal d'abonnés et de financement, le journal n'est plus imprimé depuis juin. La campagne de boycott avait déjà commencé avant que le journal ne soit bâillonné en Turquie. L'ancien représentant de Zaman en Suisse, Özgür Tascioglu, affirme que les imams, dans les mosquées suisses – en général envoyés par la Diyanet, un organe de l'Etat turc – appelaient les fidèles à se désabonner: «Nous recevions des dizaines de lettres de résiliation, toutes accompagnées du même discours». Aujourd'hui domicilié en Belgique, Özgür Tascioglu se souvient qu'il lui était impossible de se rendre à la mosquée de Genève sans essayer des insultes. **«Je préférais faire 30 km pour aller prier en France.»**

La Diyanet: antenne du pouvoir turc

Car, à côté des représentations officielles, ambassades et consulat, **les mosquées jouent un rôle important en tant qu'antenne du pouvoir turc**. La Présidence des Affaires Religieuses (Diyanet), organe étatique, s'assure d'envoyer dans les mosquées à l'étranger un réseau d'imams formés par ses soins et sous son contrôle, puisqu'ils ont le statut de fonctionnaires d'Etat. Certains des prédicateurs envoyés par Ankara n'hésitent pas à afficher leur soutien à Erdogan. **Ainsi l'imam de la mosquée d'Ostermundigen, à Berne, appelait mi-juillet au rétablissement de la peine de mort en Turquie**, comme le révélait l'émission 10vor10 de la SRF. Sur Facebook, il publiait une image d'une potence avec ce message: **«partagez si vous souhaitez voir les putschistes pendus»**. L'association qui gère ce lieu de culte s'est distancée de ces propos.

Nous n'avons pas de problème avec les citoyens qui ne sont pas liés à cette organisation terroriste. S'ils le sont en revanche, tout sera fait selon les règles

de l'Etat de droit.

Ce n'est pas la diplomatie turque à Berne qui mettra fin à cette campagne contre les Gülenistes de Suisse: le 22 juillet dernier, l'ambassadeur ad interim Volkan Karagöz s'en est pris directement aux sympathisants du prédicateur lors d'une conférence de presse: **«Nous n'avons pas de problème avec les citoyens qui ne sont pas liés à cette organisation terroriste. S'ils le sont en revanche, tout sera fait selon les règles de l'Etat de droit», a-t-il averti. Le Conseiller fédéral Didier Burkhalter a jugé bon de réagir en réaffirmant la «souveraineté de la Suisse sur son territoire», précisant que «les citoyens turcs en Suisse sont en sécurité».** Le Service des renseignements de la Confédération (SRC) indique «surveiller de près l'évolution de la situation en Turquie et ses éventuelles conséquences sur la sécurité de la diaspora turque en Suisse». Quant à l'ambassade de Turquie, en période de deuil suite au décès de l'ambassadeur, elle n'a pas répondu à nos sollicitations.

Lire aussi: [Le maître d'école de l'islam](#)

Hors de la Turquie, le mouvement de Fethullah Gülen n'est pas considéré comme une organisation terroriste. *«Je ne redoute rien en Suisse, car aux yeux de la loi, je ne suis pas condamnable. Mais je ne veux plus retourner en Turquie pendant un moment. Et à Zurich, j'évite les mosquées, ainsi que certaines échoppes tenues par des pro-Erdogan»*, souligne Deniz.

Dans la nébuleuse Gülen

Courant de pensée, réseau d'influence, confrérie, communauté religieuse à ancrage social... Difficile de saisir avec précision l'identité du mouvement Gülen. Ce réseau aux multiples facettes, aussi nommé «Hizmet» (le service) ou «Cemaat» (la communauté), se dérobe au jeu des catégories. A l'origine de sa création dans les années 1970, l'imam, prédicateur et «philosophe» turc Fethullah Gülen. Ancien allié du président Erdogan dans la lutte contre l'Etat kémaliste laïc, l'homme est devenu, depuis 2013, l'ennemi numéro un de l'Etat turc. Actuellement exilé aux Etats-Unis, le discret milliardaire est visé par un mandat d'arrêt international émanant de la Turquie. Pour l'heure sans résultat.

Lire aussi: [Crise ouverte entre Erdogan et une confrérie](#)

Décentralisé et sans structure hiérarchique, le réseau Gülen promeut des valeurs comme l'élitisme, la tolérance ou encore la modernité. «L'école avant la mosquée»: la devise de Fethullah Gülen constitue aujourd'hui encore son socle fondateur. Pour preuve: le réseau d'écoles et de centres de préparation aux concours d'entrée aux universités que les disciples du prédicateur ont déployé dans le monde entier et qui forme l'élite turque. Un véritable «empire pédagogique» qui fonctionne comme un ascenseur social et s'appuie sur un système de dons et de rétributions. Une fois diplômés, les élèves ayant accédé à des postes élevés dans le secteur public ou privé, soutiennent financièrement leur ancien établissement. En Suisse, le réseau Gülen compte huit établissements privés, tous situés du côté alémanique.

Lire aussi: [A Zurich, les espoirs de l'imam Gülen](#)

Ouverts à l'Europe, traditionnellement opposés à l'armée, partisans de la démocratie, les Gülenistes prônent toutefois un islam conservateur d'inspiration soufie. Une manière d'allier religion et progrès. Qualifiés de terroristes et de traîtres à la nation par le gouvernement turc, ils sont accusés d'avoir voulu créer un «Etat dans l'Etat» ou un «Etat parallèle» en trustant les postes clés dans l'administration, la justice, les médias ou encore l'industrie.

Témoignages de deux Gülenistes de Suisse

«Nous constituons des boucs émissaires idéaux»

Les menaces? Celil* ne les lit même plus. A 28 ans, ce jeune doctorant a dû apprendre à ignorer les messages de haine envers les Gülenistes qui pullulent sur les réseaux sociaux. Ouvertement favorable aux idées de l'imam Fethullah Gülen et membre d'une association pour le dialogue interreligieux à Genève, Celil a étudié dans une école güleniste située près d'Izmir, aujourd'hui fermée par décret d'état d'urgence. **«Je vis en Suisse depuis 2005, je m'y sens en sécurité, mais quelque chose a changé depuis la tentative de coup d'Etat. Le climat est tendu.»**

Régulièrement qualifié de «traître» par son entourage, il raconte comment des amis d'enfance lui ont soudainement tourné le dos. «Sur Facebook, l'un d'eux, aujourd'hui policier, a menacé de me faire arrêter si je rentrais en Turquie.» Ce qu'il n'est pas près de faire. **«Mes parents devaient venir me voir pour les vacances, ils ont dû renoncer, compte tenu de l'interdiction de quitter le territoire. Certains de mes**

amis juges restés au pays ont été arrêtés. Je me fais du souci pour eux.» Dans les médias turcs, Celil découvre toujours plus d'appels au boycott, «une manière d'affaiblir le réseau Gülen, fonctionnant essentiellement sur la base de dons. Les établissements scolaires d'obédience gülenistes ont d'abord été visés, et maintenant les commerces ou les restaurants tenus par des sympathisants du mouvement.»

Une chasse aux sorcières basée, selon lui, sur des «accusations infondées». «Minoritaires en Suisse, nous constituons des boucs émissaires idéaux. Les purges du gouvernement Erdogan en Turquie se répercutent ici de manière insidieuse, par des pressions à petite échelle. Ceci alors que rien ne prouve que Fethullah Gülen, et encore moins les citoyens qui soutiennent ses valeurs, soient liés à la tentative de putsch.» Quelles sont ces valeurs? «L'ouverture au monde, le dialogue interreligieux, la tolérance, la démocratie, le respect d'un islam conservateur et pacifiste. Des principes bien éloignés des accusations d'organisation terroriste qu'Erdogan utilise pour légitimer ses dérives autoritaires.»

«Passer par Istanbul est devenu trop dangereux»

L'histoire de Firat* est celle d'un déchirement. Pour le jeune homme de 31 ans, diplômé de l'EPFL en informatique, les récents événements en Turquie ont contribué à creuser le fossé avec son entourage. Ses parents, et en particulier sa belle-famille, soutiennent le gouvernement d'Erdogan. Lui, se revendique güleniste: «pour les idées, pas pour le personnage». En famille, la politique est désormais un sujet à éviter. **«Mes proches m'acceptent comme je suis, mais ils s'inquiètent pour moi, ils ne veulent pas que je m'expose, que je donne mon avis sur les réseaux sociaux par crainte des représailles.»**

Enfant, Firat a étudié dans un lycée francophone en Turquie puis a remporté un concours d'entrée à l'université. «A cette époque, mes parents avaient aussi de la sympathie pour le mouvement, surtout lorsqu'ils ont vu que j'étais couronné de succès.» Depuis, le contexte politique a évolué et Firat se sent aujourd'hui «tiraillé», comme pris entre deux eaux. A Berne où il réside depuis trois ans, le changement est perceptible. **«L'atmosphère est pesante. A la mosquée turque le vendredi, je sens qu'on me regarde bizarrement. Nous sommes très peu de Gülenistes, tout le monde nous connaît.»** Des menaces, il n'en a pas reçu directement. «Peut-être parce que je n'ai pas Facebook». En revanche, il doit filtrer les contenus haineux qui circulent dans les groupes WhatsApp, comme sur les chaînes télévisées turques, où les insultes envers les sympathisants pleuvent «toutes les dix minutes».

Sa famille aimerait qu'il se distancie du mouvement, mais lui ne veut pas trahir ses valeurs. «Il n'y a pas un contrat qui dit clairement si vous êtes güleniste ou non. Il y a mille manières d'adhérer aux idées de Fethullah Gülen. Pour ma part, j'ai lu ses livres et je collabore financièrement au fonctionnement d'une école à Zurich.» Pour se rendre au pèlerinage de la Mecque en septembre prochain, Firat fera escale au Caire. «Passer par Istanbul est devenu trop dangereux.»

*Prénoms d'emprunt

<https://www.letemps.ch/suisse/2016/08/18/foudres-derdogan-saba-ttent-sympathisants-gulen-suisse>